

PRÉSIDENCE  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

Le 29 novembre 1993

*Le Général*  
*Chef de l'Etat-Major Particulier*

gm

- N O T E -

-ooOoo-

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République ✓

O B J E T : Votre entretien avec M. Léotard le 29 novembre.  
Situation.

1. - EX-YOUGOSLAVIE.

La situation est calme en Croatie où les négociations entre Croates et Serbes de Krajina se poursuivent. Mais elle reste tendue en Bosnie, en particulier dans la poche de Bihac où les affrontements inter-musulmans se multiplient, et en Bosnie centrale où un bombardement serbe sur Sarajevo a fait cinq morts et cinq blessés graves le 28 novembre.

Les véhicules de la Forpronu font l'objet de contrôles effectués sous la menace par des combattants de tous bords. Les Serbes imposent pour leur part un véritable blocus à l'encontre des convois logistiques autour de Sarajevò.

A Genève se tiennent aujourd'hui deux réunions distinctes : la première, à caractère politique, rassemblera les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne et les responsables des trois parties ; la seconde, à caractère humanitaire, regroupera les représentants de la Forpronu, du Haut Commissariat pour les réfugiés et les chefs militaires des trois parties.

→ [ M. Juppé a déclaré qu'en cas d'échec de cette nouvelle initiative des Douze, et de refus d'un règlement politique, l'aide humanitaire et les contingents militaires pourraient être retirés après l'hiver.

.../...

2. - RWANDA.

Alors que s'achève à Kigali la mise en place du contingent belge de la force des Nations-Unies, ~~la méfiance et l'incompréhension se développent entre les deux parties signataires des accords d'Arusha et les actes de violence se multiplient.~~

Le Président Habyarimana, informé par notre ambassadeur de la décision française de retrait du détachement Noroit au début du mois de décembre, en a accepté le principe, tout en insistant pour une bonne coordination avec les Nations-Unies. Il a, par contre, vivement critiqué la réduction annoncée de notre volume de coopération militaire, qualifiant cette décision de "contraire aux assurances qui lui auraient été données à Paris".

En réalité, la diminution temporaire des effectifs de notre détachement d'assistance militaire ne préjuge en rien du volume futur de notre coopération qui devra être négocié avec le "gouvernement de transition à base élargie" mis en place à la fin du mois de décembre.

3. - BURUNDI.

L'armée et l'opposition tutsi ont critiqué violemment la décision gouvernementale de report des obsèques du Président N'Dadaye au 6 décembre. Elles y voient une manoeuvre pour faire pression sur l'Organisation de l'unité africaine et accélérer la mise en place de la force de sécurité internationale.

Mais le déploiement de ce contingent n'est pas envisageable à très court terme bien que la France ait proposé de participer à son transport.

4. - GABON.

La mauvaise préparation matérielle des élections, la partialité des instances d'organisation et la crainte d'une défaite vraisemblable conduisent l'opposition à multiplier les manifestations, parfois violentes, à l'encontre du gouvernement mais aussi des étrangers et particulièrement des Français.

Des mesures de sécurité renforcées ont été prises par le bataillon français de Libreville pour protéger nos ressortissants.

5. - SOMALIE.

La conférence d'Addis-Abeba qui s'ouvre aujourd'hui parait compromise par l'absence des deux principaux chefs de faction, M.M. Aïdid et Mahdi.

A Baidoa, que le Général Quadri a quitté définitivement samedi, le détachement français d'assistance militaire de 100 hommes a commencé sa mission de formation des forces de sécurité. Sa tâche s'avère difficile car la brigade indienne qui a pris le contrôle du secteur n'a ni les moyens ni, semble-t-il, la volonté d'y promouvoir la paix et la sécurité.

*J. Quesnot*

Général QUESNOT